
[En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme](#)

Un nouveau rapport sur l'état des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique montre comment les communautés sont en train de faire reculer un accaparement massif des terres dans la région. >>> Lire le rapport en ligne / >>> Télécharger en pdf

Les sociétés agroalimentaires ciblent l'Afrique, qu'elles voient comme une nouvelle frontière pour l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile. Entre 2000 et 2015, ces entreprises ont signé avec les gouvernements africains des accords de concession de plantations de palmiers à huile portant sur plus de 4,7 millions d'hectares. La plupart de ces accords ont été signés à l'insu des communautés concernées.

Mais ces entreprises ont maintenant du mal à faire avancer leurs projets. Selon le rapport, le nombre et la superficie totale des transactions foncières portant sur les plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique ont considérablement diminué au cours des cinq dernières années, passant de 4,7 millions d'hectares à un peu plus de 2,7 millions d'hectares. Et seule une petite partie de cette superficie – 220 608 hectares – a été convertie en plantations de palmiers à huile ou a été replantée avec de nouveaux palmiers au cours de la dernière décennie.

Le rapport constate que les luttes menées par les communautés pour défendre leurs terres ont été déterminantes dans le ralentissement de l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile dans la région.

Le rapport souligne également la façon dont les systèmes de culture du palmier à huile à petite échelle se développent à travers l'Afrique, alors que le modèle des grandes entreprises est en faillite. Dans de nombreuses régions d'Afrique occidentale et centrale, les villageois cultivent depuis longtemps des palmiers à huile et produisent de l'huile de palme sans l'intervention des grandes sociétés et les femmes sont généralement les principaux acteurs de ces systèmes à petite échelle. Aujourd'hui, les petits exploitants des pays africains, qui alimentent des huileries de petite taille, assurent la grande majorité de la production d'huile de palme sur le continent et ils sont bien plus à même d'accroître la production pour répondre à la demande locale croissante, s'ils ont accès à des terres et les marchés. Ils produisent également une huile de palme de meilleure qualité, plus nutritive et plus adaptée aux cultures alimentaires locales, tandis que les plantations industrielles produisent une huile de palme hautement raffinée conçue pour des utilisations industrielles, notamment des aliments ultra-transformés et malsains et des biocarburants.

L'avenir de la production d'huile de palme sur le continent doit s'appuyer sur une production diversifiée à petite échelle. Les communautés n'ont pas besoin des grandes sociétés pour gérer leurs terres et produire de l'huile de palme. Les sociétés ne font que drainer les profits vers des pays lointains et leur modèle de production ne laisse que misère et pollution aux populations locales.

Les auteurs de ce rapport, dont la plupart travaillent directement avec des communautés affectées par des plantations de palmiers à huile, appellent à une interdiction immédiate de tous les futurs

projets de grandes plantations de palmiers à huile et à l'arrêt de ceux qui sont en cours de mise en œuvre. Là où de grandes plantations existent déjà, ils demandent à ce que les terres soient replacées sous le contrôle des communautés locales, qui peuvent ensuite élaborer une vision de la manière dont elles veulent utiliser et organiser ces terres, maintenant et à l'avenir. Ils affirment également que les contrats de concession que les gouvernements ont signés avec des sociétés, dont la plupart contreviennent à la loi et aux droits des communautés locales, doivent être abandonnés.

Il est temps de tourner la page des plantations coloniales en Afrique et de redonner aux communautés la maîtrise de l'exploitation des palmiers à huile !

Les auteurs du rapport sont : ADAPPE-Guinée, Pain pour le prochain (Suisse), CDHD (Congo-Brazzaville), COPACO (RDC), Culture Radio (Sierra Leone), GRAIN, Joegbahn Land Protection Organization (Libéria), JVE Côte d'Ivoire, MALOA (Sierra Leone), Muyissi Environnement (Gabon), NRW (Libéria), RADD (Cameroun), REFEB (Côte d'Ivoire), RIAO-RDC (RDC), SEFE (Cameroun), SiLNoRF (Sierra Leone), Synaparcam (Cameroun), UVD (Côte d'Ivoire), WRM, YETIHO (Côte d'Ivoire), YVE Ghana.

Ce rapport est publié à la veille de la Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres (21 septembre 2019). Pour plus d'informations sur les différentes actions organisées pour célébrer cette journée en Afrique et ailleurs, voir : <https://wrm.org.uy/fr/toutes-les-campagnes/journee-internationale-de-lutte-contre-la-monoculture-darbres-2019/>

[>>> Lire le rapport en ligne](#)

[>>> Télécharger en pdf](#)